



L'école à la carte n'est pas une réponse à l'épidémie

Comme un symbole de cette année hors norme, c'est encore une fois par les médias, à 48h de la date concernée, que la FSU et les personnels ont appris les modalités de (dés)organisation de cette fin de semaine. Lundi 14 décembre, le ministère a annoncé que les absences des élèves jeudi et vendredi seront tolérées, afin de les protéger, eux et leurs familles, dans la perspective des fêtes de fin d'année. Ce matin, le premier ministre, Jean Castex a confirmé que l'école, ne serait plus obligatoire jeudi et vendredi à la veille des vacances.

Y a-t-il encore un pilote dans l'avion Éducation nationale ? Depuis le début de la crise sanitaire, la FSU demande qu'à chaque échéance importante, plusieurs scénarios soient élaborés. Alors que tous les signaux montraient ces dernières semaines que la situation sanitaire ne s'améliore pas aussi vite que prévue, rien n'a été prévu par le ministère. Jeudi 10 décembre, à l'occasion du 3eme point sanitaire depuis le début de l'année scolaire, jamais cette hypothèse n'a été évoquée.

Cette annonce est une nouvelle marque de mépris pour les personnels et pour l'école qui se voit à nouveau désorganisée.

Elle va également créer une rupture d'égalité entre les familles qui auront la possibilité de s'organiser pour garder leurs enfants et ainsi protéger les grands-parents et celles qui ne pourront pas car leur situation professionnelle ne leur permet pas.

Par cette annonce, le gouvernement reconnaît implicitement, après avoir nié pendant des semaines cette évidence, que les écoles, collèges, lycées et CIO sont des lieux de circulation du virus et de contamination. La FSU exige donc des réponses sérieuses et responsables à la gravité de la situation sanitaire.

- la situation des personnels pour la fin de semaine doit être précisée
- le conseil scientifique alerte sur le caractère très sensible du mois de janvier : l'épidémie ne s'arrêtera pas après les vacances, elle pourrait même au contraire s'amplifier suite aux fêtes de fin d'année. La FSU renouvelle sa demande : différents scénarios doivent être préparés et discutés, notamment l'hypothèse d'un renforcement du protocole sanitaire et ses implications organisationnelles.

L'école a aussi besoin d'un plan d'urgence comprenant un recrutement massif de personnels d'enseignement ou exerçant des missions d'éducation ou d'accompagnement.

Le gouvernement doit d'urgence agir et apporter des réponses pérennes probantes et rapides permettant de poursuivre l'école en présentiel sous pandémie.

Les Lilas, le 15 décembre 2020

